



Déclaration liminaire de la FNEC FP-FO 02 à la F3SCTD du 28 février 2025

Madame la Directrice Académique,

Mesdames et Messieurs les membres de la F3SCTD,

Sur le plan international, la FNEC FP-FO refuse l'escalade guerrière dans tous les pays en guerre et réaffirme son exigence d'un cessez-le-feu immédiat et permanent et de l'arrêt des livraisons d'armes. En effet, il faut de l'argent pour soutenir inconditionnellement ses alliés et financer sa propre armée. Toujours plus d'argent qui n'est pas mis dans les services publics.

Pour preuve, dans son discours de politique générale, François Bayrou a annoncé 53 milliards d'économies à faire sur le dos des services publics. Le budget annoncé est pire que celui qui a causé la censure du gouvernement Barnier. Pour l'Education Nationale, sa « priorité », le premier ministre annonce 1,2 milliard d'économie supplémentaire. Pour gérer ce budget au rabais, il fait appel à l'ancienne première ministre, utilisatrice compulsive du 49.3 au mépris de tout dialogue parlementaire. Le premier ministre justifie les suppressions de postes par la difficulté à recruter. Cette difficulté ne serait-elle pas liée au gel du point d'indice décidé par le président Macron alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter, et qu'on demande aux personnels d'assumer toujours plus de missions.? Ne serait-elle pas dûe aux conditions de travail qui ne cessent de se dégrader avec les contre-réformes successives et l'application de mesures largement rejetées: Parcoursup, « choc des savoirs », réforme de la voie professionnelle, SNU, acte 2 de l'École inclusive...

Concernant l'École inclusive, le constat est sans appel, il manque des AESH partout. Ils sont confrontés, avec les enseignants, à des situations impossibles. Les signalements aux registres santé et sécurité explosent. La dégradation des conditions de travail n'a jamais été aussi forte.

Pourtant, le ministère continue, à travers l'acte 2 de l'École inclusive, sa politique dogmatique d'inclusion systématique et forcée sans moyens, de mutualisation des moyens, de destruction de l'enseignement spécialisé et des Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux. Alors qu'au moins 24 000 élèves ne trouvent pas de place dans les ESMS, la ministre Borne s'entête à vouloir généraliser les PAS, dispositif qui permet de remettre en cause les droits des élèves à besoins éducatifs particuliers ou en situation de handicap et d'aggraver les conditions de travail des personnels. La FNEC FP-FO 02 n'adhère pas à l'analyse dithyrambique du dispositif PAS de notre département, faite lors du comité de suivi de l'École inclusive du 24 février dernier. En effet, même si parfois quelques solutions sont trouvées pour gérer à court terme des situations compliquées, l'objectif des PAS est de sortir un maximum d'élèves du champ du handicap et donc de baisser le nombre d'élèves notifiés par la MDPH.

Pour les personnels, les conséquences de ces politiques se retrouvent dans les registres "santé et sécurité au travail" que nous étudions dans cette instance. Nous ne cessons de dénoncer les

réformes (école inclusive, pacte, “choc des savoirs” ...) et le manque de moyens (fermetures de classes, manque de recrutement de personnels de toutes les catégories, un bâti vieillissant par endroit, mal pensé à d'autres) qui pèsent sur le quotidien des agents et entraînent une perte de sens du métier.

Pour améliorer les conditions de travail des collègues il faut cesser d'investir dans la guerre et investir dans les services publics :

- En augmentant le point d'indice ;
- En créant les postes nécessaires de professeurs, d'AESH, d'AED ;
- En augmentant le nombre de places dans les ESMS ;
- En restaurant une véritable médecine de prévention en recrutant des médecins de prévention pour que chaque collègue puisse bénéficier du suivi médical obligatoire réglementaire à minima tous les 5 ans (ou tous les ans pour les situations particulières), ce qui n'est pas respecté par l'Etat !

Il serait également bienvenu que les aménagements de postes s'effectuent très rapidement, surtout quand il s'agit d'aménagements matériels qui ne nécessitent que très peu d'adaptation (matériel informatique, logiciels informatiques...). Les collègues doivent parfois attendre plus d'un an pour bénéficier de l'aménagement préconisé par le médecin du travail... Cette inertie de notre administration est inacceptable.

Les revendications de la FNEC FP-FO sont :

- **Revalorisation du point d'indice à hauteur de l'inflation, 10% tout de suite et le rattrapage des 30% perdus depuis 2000,**
- **Annulation des suppressions de postes et création des postes nécessaires d'enseignants, de postes spécialisés, de PsyEN, d'AESH, d'AED nécessaires à la prise en charge de tous les élèves en difficulté,**
- **Abandon définitif de l'acte 2 de l'Ecole inclusive et abandon du PAS**
- **Maintien et création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux,**
- **Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH et les AED,**
- **Arrêt de toutes les mesures qui remettent en cause nos statuts et dégradent nos conditions de travail (Pacte, « Choc des savoirs » ...),**
- **Retrait pur et simple de la réforme de la voie professionnelle,**
- **Annulation des formations hors temps scolaire.**